



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Immigration Appeal Division
Rules**

**Règles de la section d'appel de
l'immigration**

SOR/2002-230

DORS/2002-230

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Immigration Appeal Division Rules

Definitions	Définitions
1 Definitions	1 Définitions
Communicating with the Division	Communication avec la section
2 Communicating with the Division	2 Communication avec la Section
Appeal by a Sponsor	Appel interjeté par un répondant
3 Notice of appeal	3 Avis d'appel
4 Appeal record	4 Dossier d'appel
Appeal from a Removal Order Made at an Admissibility Hearing	Appel d'une mesure de renvoi prise à l'enquête
5 Notice of appeal	5 Avis d'appel
6 Appeal record	6 Dossier d'appel
Appeal from a Removal Order Made at an Examination	Appel d'une mesure de renvoi prise au contrôle
7 Notice of appeal	7 Avis d'appel
8 Appeal record	8 Dossier d'appel
Appeal from a Decision Made Outside Canada on the Residency Obligation	Appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence
9 Notice of appeal	9 Avis d'appel
10 Appeal record	10 Dossier d'appel
Appeal by the Minister from a Decision of the Immigration Division in an Admissibility Hearing	Appel par le ministre d'une décision de la section de l'immigration rendue dans le cadre d'une enquête
11 Notice of appeal	11 Avis d'appel
12 Appeal record	12 Dossier d'appel
Contact Information	Coordinées
13 Contact information for the subject of the appeal	13 Coordinées de la personne en cause
Counsel of Record	Conseil inscrit au dossier
14 Becoming counsel of record	14 Reconnaissance par la Section

TABLE ANALYTIQUE

Règles de la section d'appel de l'immigration

Définitions	Définitions
1 Définitions	1 Définitions
Communication avec la section	Communication avec la section
2 Communication avec la Section	2 Communication avec la Section
Appel interjeté par un répondant	Appel interjeté par un répondant
3 Avis d'appel	3 Avis d'appel
4 Dossier d'appel	4 Dossier d'appel
Appel d'une mesure de renvoi prise à l'enquête	Appel d'une mesure de renvoi prise à l'enquête
5 Avis d'appel	5 Avis d'appel
6 Dossier d'appel	6 Dossier d'appel
Appel d'une mesure de renvoi prise au contrôle	Appel d'une mesure de renvoi prise au contrôle
7 Avis d'appel	7 Avis d'appel
8 Dossier d'appel	8 Dossier d'appel
Appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence	Appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence
9 Avis d'appel	9 Avis d'appel
10 Dossier d'appel	10 Dossier d'appel
Appel par le ministre d'une décision de la section de l'immigration rendue dans le cadre d'une enquête	Appel par le ministre d'une décision de la section de l'immigration rendue dans le cadre d'une enquête
11 Avis d'appel	11 Avis d'appel
12 Dossier d'appel	12 Dossier d'appel
Coordinées	Coordinées
13 Coordinées de la personne en cause	13 Coordinées de la personne en cause
Conseil inscrit au dossier	Conseil inscrit au dossier
14 Reconnaissance par la Section	14 Reconnaissance par la Section

15	Request to be removed as counsel of record	15	Demande de retrait du conseil inscrit au dossier
16	Removing counsel of record	16	Révocation du conseil inscrit au dossier
Language of the Appeal			
17	Choice of language	17	Choix de la langue
18	Need for an interpreter	18	Besoin des services d'un interprète
Designated Representative			
19	Duty of counsel to notify	19	Obligation du conseil d'aviser la Section
Proceedings in an Appeal			
	Alternative Dispute Resolution Process		Mode alternatif de règlement des litiges
20	Participation in the alternative dispute resolution process	20	Participation à un mode alternatif de règlement des litiges
Conference			
21	Requirement to participate at a conference	21	Convocation à une conférence
Fixing a Date for a Proceeding			
22	Fixing a date	22	Fixation de la date
Notice to Appear			
23	Notice to appear	23	Avis de convocation
Subject of an Appeal in Custody			
24	Custody	24	Personne en cause en détention
Proceeding in Writing			
25	Proceeding in writing	25	Détention
Stay of Removal Order			
26	Application to reconsider an appeal	26	Procédures sur pièces
27	Notice requirement — cancellation of stay	27	Procédures sur pièces
Documents			
	Form and Language of Documents		Sursis d'une mesure de renvoi
28	Documents prepared by party	26	Demande de reprise de l'appel
29	Language of documents — subject of the appeal	27	Avis du ministre en cas de révocation
Disclosure of Documents			
30	Disclosure of documents by a party	30	Documents
31	Use of undisclosed documents	31	Présentation et langue des documents
			Documents rédigés par une partie
			Langue des documents — personne en cause
			Communication de documents
			Communication de documents par une partie
			Utilisation d'un document non communiqué

Providing a Document		Comment transmettre un document
32	General provision	32 Disposition générale
33	Providing documents to the Division	33 Transmission de documents à la Section
34	How to provide a document	34 Moyens de transmettre un document
35	If document cannot be provided under rule 34	35 Impossibilité de transmettre un document selon la règle 34
36	When a document is considered received by the Division	36 Date de réception d'un document par la Section
Witnesses		Témoins
37	Providing witness information	37 Transmission des renseignements concernant les témoins
38	Requesting a summons	38 Citation à comparaître
39	Cancelling a summons	39 Annulation d'une citation à comparaître
40	Arrest warrant	40 Mandat d'arrestation
41	Excluded witness	41 Témoin exclu
Applications		Demandes
42	General provision	42 Disposition générale
	How to Make an Application	Comment faire une demande
43	Form of application and time limit	43 Forme de la demande et délai
	How to Respond to a Written Application	Comment répondre à une demande écrite
44	Responding to a written application	44 Réponse à une demande écrite
	How to Reply to a Written Response	Comment répliquer à une réponse écrite
45	Replying to a written response	45 Réplique à une réponse écrite
Return to Canada to Appear at a Hearing		Retour au Canada pour comparaître à l'audience
46	Application for an order to appear	46 Demande d'ordonnance de comparution
Changing the Location of the Proceeding		Changement de lieu d'une procédure
47	Application to change the location of a proceeding	47 Demande de changement de lieu d'une procédure
Changing the Date or Time of a Proceeding		Changement de la date ou de l'heure de la procédure
48	Application to change the date or time of a proceeding	48 Demande de changement de la date ou de l'heure d'une procédure
Proceeding To Be Held in Private		Huis clos
49	Form of application	49 Forme de la demande

Withdrawing an Appeal		Retrait d'un appel	
50	Abuse of process	50	Abus de procédure
Reinstating an Appeal After Withdrawal		Rétablissement d'un appel	
51	Application to reinstate a withdrawn appeal	51	Demande de rétablissement d'un appel
Notice of Constitutional Question		Avis de question constitutionnelle	
52	Notice of constitutional question	52	Avis de question constitutionnelle
Decisions		Décisions	
53	Notice of decision	53	Avis de décision
54	Written reasons for decision on appeal by a sponsor or that stays a removal order	54	Motifs écrits d'une décision concernant un appel interjeté par un répondant ou prononçant le sursis d'une mesure de renvoi
55	When decision of single member takes effect	55	Prise d'effet de la décision d'un tribunal d'un seul commissaire
56	When decision of three-member panel takes effect	56	Prise d'effet de la décision d'un tribunal constitué de trois commissaires
General Provisions		Dispositions générales	
57	No applicable rule	57	Cas non prévus
58	Powers of the Division	58	Pouvoirs de la Section
59	Failing to follow a rule	59	Non-respect des règles
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*60	Coming into force	*60	Entrée en vigueur

Registration
SOR/2002-230 June 11, 2002

IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

Immigration Appeal Division Rules

P.C. 2002-1000 June 11, 2002

The Chairperson of the Immigration and Refugee Board, pursuant to subsection 161(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*^a and subject to the approval of the Governor in Council, in consultation with the Deputy Chairpersons and the Director General of the Immigration Division, hereby makes the annexed *Immigration Appeal Division Rules*.

Ottawa, May 7, 2002

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Citizenship and Immigration, pursuant to subsection 161(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*^a, hereby approves the annexed *Immigration Appeal Division Rules*, made on May 7, 2002 by the Chairperson of the Immigration and Refugee Board, in consultation with the Deputy Chairpersons and the Director General of the Immigration Division.

Enregistrement
DORS/2002-230 Le 11 juin 2002

LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Règles de la section d'appel de l'immigration

C.P. 2002-1000 Le 11 juin 2002

En vertu du paragraphe 161(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*^a et sous réserve de l'agrément de la gouverneure en conseil, le président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, en consultation avec les vice-présidents et le directeur général de la Section de l'immigration, prend les *Règles de la Section d'appel de l'immigration*, ci-après.

Ottawa, le 7 mai 2002

Sur recommandation du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et en vertu du paragraphe 161(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil agrée les *Règles de la Section d'appel de l'immigration*, ci-après, prises le 7 mai 2002 par le président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié en consultation avec les vice-présidents et le directeur général de la Section de l'immigration.

^a S.C. 2001, c. 27

^a L.C. 2001, ch. 27

Immigration Appeal Division Rules

Definitions

Definitions

1 The following definitions apply in these Rules.

Act means the *Immigration and Refugee Protection Act*. (*Loi*)

appellant means the person who makes an appeal to the Division. (*appelant*)

contact information means a person's name, postal address and telephone number, and the person's fax number and electronic mail address, if any. (*coordonnées*)

Division means the Immigration Appeal Division. (*Section*)

officer means a person designated as an officer by the Minister under subsection 6(1) of the Act. (*agent*)

party means the appellant or the respondent. (*partie*)

proceeding includes a hearing, a conference, an application or an alternative dispute resolution process. (*procédure*)

registry office means a business office of the Division. (*greffe*)

respondent means the Minister or, if the Minister is appealing a decision of the Immigration Division, the person who was the subject of the Immigration Division proceeding. (*intimé*)

Communicating with the Division

Communicating with the Division

2 All communication with the Division must be directed to the registry office specified by the Division.

Règles de la section d'appel de l'immigration

Définitions

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

agent Personne désignée à ce titre par le ministre en application du paragraphe 6(1) de la Loi. (*officer*)

appelant La personne qui interjette appel auprès de la Section. (*appelant*)

coordonnées Les nom, adresse postale, numéro de téléphone et, le cas échéant, numéro de télécopieur et adresse électronique d'une personne. (*contact information*)

greffe Bureau de la Section. (*registry office*)

intimé Le ministre ou, dans le cas d'un appel interjeté par celui-ci d'une décision de la Section de l'immigration, la personne visée par l'enquête de la Section de l'immigration. (*respondent*)

Loi La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. (*Act*)

partie L'appelant ou l'intimé. (*party*)

procédure S'entend notamment d'une conférence, d'une demande, d'une audience ou d'un mode alternatif de règlement des litiges. (*proceeding*)

Section La Section d'appel de l'immigration. (*Division*)

Communication avec la section

Communication avec la Section

2 Pour communiquer avec la Section, il faut s'adresser au greffe désigné par elle.

Appeal by a Sponsor

Notice of appeal

3 (1) A person who has filed an application to sponsor a foreign national as a member of the family class and who wants to appeal a decision not to issue a permanent resident visa to the foreign national must provide to the Division a notice of appeal and the officer's written reasons for the refusal.

Time limit

(2) The notice of appeal and the written reasons for refusal must be received by the Division no later than 30 days after the appellant received the written reasons for the refusal.

Documents provided to the Minister

(3) The Division must provide the notice of appeal and the written reasons for the refusal to the Minister without delay.

Appeal record

4 (1) The Minister must prepare an appeal record that contains

- (a)** a table of contents;
- (b)** the application for a permanent resident visa that was refused;
- (c)** the application for sponsorship and the sponsor's undertaking;
- (d)** any document that the Minister has that is relevant to the applications, to the reasons for the refusal or to any issue in the appeal; and
- (e)** the written reasons for the refusal.

Providing the appeal record

(2) The Minister must provide the appeal record to the appellant and the Division.

Proof that record was provided

(3) The Minister must provide to the Division, together with the appeal record, a written statement of how and when the appeal record was provided to the appellant.

Appel interjeté par un répondant

Avis d'appel

3 (1) La personne qui a déposé une demande de parrainage au titre du regroupement familial et qui veut interjeter appel du refus de délivrer un visa de résident permanent à l'étranger transmet à la Section un avis d'appel et les motifs écrits du refus transmis par l'agent.

Délai

(2) L'avis d'appel et les motifs écrits du refus doivent être reçus par la Section au plus tard trente jours suivant la date à laquelle l'appelant reçoit ces motifs.

Documents à transmettre au ministre

(3) La Section transmet sans délai au ministre l'avis d'appel et les motifs écrits du refus.

Dossier d'appel

4 (1) Le ministre prépare un dossier d'appel comportant :

- a)** une table des matières;
- b)** la demande de visa qui a été refusée;
- c)** la demande de parrainage et l'engagement du répondant;
- d)** tout document en la possession du ministre qui a trait aux demandes, aux motifs du refus ou à toute question en litige;
- e)** les motifs écrits du refus.

Transmission du dossier d'appel

(2) Le ministre transmet le dossier d'appel à l'appelant et à la Section.

Preuve de transmission

(3) En même temps qu'il transmet le dossier d'appel à la Section, le ministre lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon il a transmis le dossier d'appel à l'appelant.

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 120 days after the Minister received the notice of appeal.

Late appeal record

(5) If the Division does not receive the appeal record within the time limit set out in subrule (4), the Division may

(a) ask the Minister to explain, orally or in writing, why the appeal record was not provided on time and to give reasons why the appeal record should be accepted late; or

(b) schedule and start the hearing without the appeal record or with only part of the appeal record.

Appeal from a Removal Order Made at an Admissibility Hearing

Notice of appeal

5 (1) If a foreign national who holds a permanent resident visa, a permanent resident, or a protected person wants to appeal a removal order made at an admissibility hearing, they must provide a notice of appeal

(a) by hand to the Immigration Division member who made the removal order; or

(b) to the Immigration Appeal Division, together with the removal order.

Time limit – Immigration Division member

(2) An appellant who provides a notice of appeal to an Immigration Division member must provide the notice at the end of the admissibility hearing. The Immigration Division must provide the notice to the Immigration Appeal Division without delay.

Time limit – Immigration Appeal Division

(3) If an appellant provides a notice of appeal to the Immigration Appeal Division, the notice of appeal and the removal order must be received by the Division no later than 30 days after the appellant received the removal order. The Immigration Appeal Division must provide the notice to the Immigration Division without delay.

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard cent vingt jours suivant la date à laquelle le ministre reçoit l'avis d'appel.

Retard de transmission

(5) Si la Section ne reçoit pas le dossier d'appel dans le délai prévu au paragraphe (4), elle peut :

a) soit demander au ministre d'expliquer, oralement ou par écrit, son retard et de justifier pourquoi le dossier en retard devrait être accepté;

b) soit fixer une date d'audience et commencer sans le dossier ou avec seulement une partie de celui-ci.

Appel d'une mesure de renvoi prise à l'enquête

Avis d'appel

5 (1) Si le titulaire d'un visa de résident permanent, le résident permanent ou la personne protégée veut interjeter appel d'une mesure de renvoi prise à l'enquête, il transmet un avis d'appel :

a) soit, en mains propres, au commissaire de la Section de l'immigration qui a pris la mesure;

b) soit à la Section d'appel de l'immigration, accompagné de la mesure de renvoi.

Délai – transmission au commissaire

(2) Dans le cas où l'appellant choisit de transmettre l'avis d'appel au commissaire de la Section de l'immigration, l'avis doit être reçu par celui-ci à la fin de l'enquête. La Section de l'immigration transmet sans délai l'avis d'appel à la Section d'appel de l'immigration.

Délai – transmission à la Section

(3) Dans le cas où l'appellant choisit de transmettre l'avis d'appel à la Section d'appel de l'immigration, l'avis et la mesure de renvoi doivent être reçus par celle-ci au plus tard trente jours suivant la date à laquelle l'appellant reçoit la mesure de renvoi. La Section d'appel de l'immigration transmet sans délai l'avis d'appel à la Section de l'immigration.

Documents provided to the Minister

(4) The Immigration Appeal Division must provide the notice of appeal and the removal order to the Minister without delay.

Appeal record

6 (1) The Immigration Division must prepare an appeal record that contains

- (a)** a table of contents;
- (b)** the removal order;
- (c)** a transcript of the admissibility hearing;
- (d)** any document accepted as evidence at the admissibility hearing; and
- (e)** any written reasons for the Immigration Division's decision to make the removal order.

Providing the appeal record

(2) The Immigration Division must provide the appeal record to the appellant, the Minister and the Immigration Appeal Division.

Time limit

(3) The appeal record must be received by its recipients no later than 45 days after the Immigration Division received the notice of appeal.

Appeal from a Removal Order Made at an Examination

Notice of appeal

7 (1) If a foreign national who holds a permanent resident visa, a permanent resident, or a protected person wants to appeal a removal order made at an examination, they must provide a notice of appeal to the Division together with the removal order.

Time limit

(2) The notice of appeal and the removal order must be received by the Division no later than 30 days after the appellant received the removal order.

Documents provided to Minister

(3) The Division must provide the notice of appeal and the removal order to the Minister without delay.

Documents à transmettre au ministre

(4) La Section d'appel de l'immigration transmet sans délai au ministre l'avis d'appel et la mesure de renvoi.

Dossier d'appel

6 (1) La Section de l'immigration prépare un dossier d'appel comportant :

- a)** une table des matières;
- b)** la mesure de renvoi;
- c)** la transcription des débats tenus à l'enquête;
- d)** tout document accepté en preuve à l'enquête;
- e)** les motifs écrits, le cas échéant, de la décision de la Section de l'immigration justifiant la mesure de renvoi.

Transmission du dossier d'appel

(2) La Section de l'immigration transmet le dossier d'appel à l'appelant, au ministre et à la Section d'appel de l'immigration.

Délai

(3) Le dossier d'appel doit être reçu par ses destinataires au plus tard quarante-cinq jours suivant la date à laquelle la Section de l'immigration reçoit l'avis d'appel.

Appel d'une mesure de renvoi prise au contrôle

Avis d'appel

7 (1) Si le titulaire d'un visa de résident permanent, le résident permanent ou la personne protégée veut interjecter appel d'une mesure de renvoi prise au contrôle, il transmet à la Section un avis d'appel et la mesure de renvoi.

Délai

(2) L'avis d'appel et la mesure de renvoi doivent être reçus par la Section au plus tard trente jours suivant la date à laquelle l'appelant reçoit la mesure de renvoi.

Documents à transmettre au ministre

(3) La Section transmet sans délai au ministre l'avis d'appel et la mesure de renvoi.

Appeal record

8 (1) The Minister must prepare an appeal record that contains

- (a)** a table of contents;
- (b)** the removal order;
- (c)** any document that the Minister has that is relevant to the removal order or to any issue in the appeal; and
- (e)** any written reasons for the Minister's decision to make the removal order.

Providing the appeal record

(2) The Minister must provide the appeal record to the appellant and the Division.

Proof that record was provided

(3) The Minister must provide to the Division, together with the appeal record, a written statement of how and when the appeal record was provided to the appellant.

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 45 days after the Minister received the notice of appeal.

Late appeal record

(5) If the Division does not receive the appeal record within the time limit set out in subrule (4), the Division may

- (a)** ask the Minister to explain, orally or in writing, why the appeal record was not provided on time and to give reasons why the appeal record should be accepted late; or
- (b)** schedule and start the hearing without the appeal record or with only part of the appeal record.

Appeal from a Decision Made Outside Canada on the Residency Obligation

Notice of appeal

9 (1) If a permanent resident wants to appeal a decision made outside Canada on the residency obligation, the permanent resident must provide to the Division a notice

Dossier d'appel

8 (1) Le ministre prépare un dossier d'appel comportant :

- a)** une table des matières;
- b)** la mesure de renvoi;
- c)** tout document en sa possession qui a trait à la mesure de renvoi ou à toute question en litige;
- d)** les motifs écrits, le cas échéant, de la décision du ministre justifiant la mesure de renvoi.

Transmission du dossier d'appel

(2) Le ministre transmet le dossier d'appel à l'appelant et à la Section.

Preuve de transmission

(3) En même temps qu'il transmet le dossier d'appel à la Section, le ministre lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon il a transmis le dossier d'appel à l'appelant.

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard quarante-cinq jours suivant la date à laquelle le ministre reçoit l'avis d'appel.

Retard de transmission

(5) Si la Section ne reçoit pas le dossier d'appel dans le délai prévu au paragraphe (4), elle peut :

- a)** soit demander au ministre d'expliquer, oralement ou par écrit, son retard et de justifier pourquoi le dossier en retard devrait être accepté;
- b)** soit fixer une date d'audience et commencer sans le dossier ou avec seulement une partie de celui-ci.

Appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence

Avis d'appel

9 (1) Si le résident permanent veut interjeter appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence, il transmet à la Section un avis d'appel et la

of appeal and the officer's written decision. The documents must be provided to the Division registry office for the region in Canada where the appellant last resided.

Return to Canada

(2) If the appellant wants to return to Canada for the hearing of the appeal, the appellant must state this in the notice of appeal.

Time limit

(3) The notice of appeal and the written decision must be received by the Division no later than 60 days after the appellant received the written decision.

Documents provided to the Minister

(4) The Division must provide the notice of appeal and the written decision to the Minister without delay.

Appeal record

10 (1) The Minister must prepare an appeal record that contains

- (a)** a table of contents;
- (b)** any document that the Minister has that is relevant to the decision on the residency obligation or any issue in the appeal; and
- (c)** the officer's written decision and written reasons.

Providing the appeal record

(2) The Minister must provide the appeal record to the appellant and the Division.

Proof that record was provided

(3) The Minister must provide to the Division, together with the appeal record, a written statement of how and when the appeal record was provided to the appellant.

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 120 days after the Minister received the notice of appeal.

Late appeal record

(5) If the Division does not receive the appeal record within the time limit set out in subrule (4), the Division may

- (a)** ask the Minister to explain, orally or in writing, why the appeal record was not provided on time and

décision écrite de l'agent. Ces documents doivent être transmis au greffe de sa dernière région de résidence au Canada.

Retour au Canada

(2) Si l'appelant veut retourner au Canada pour l'audition de son appel, il l'indique dans l'avis d'appel.

Délai

(3) L'avis d'appel et la décision écrite doivent être reçus par la Section au plus tard soixante jours suivant la date à laquelle l'appelant reçoit la décision écrite.

Documents à transmettre au ministre

(4) La Section transmet sans délai au ministre l'avis d'appel et la décision écrite.

Dossier d'appel

10 (1) Le ministre prépare un dossier d'appel comportant :

- a)** une table des matières;
- b)** tout document en sa possession qui a trait à la décision sur l'obligation de résidence ou à toute question en litige;
- c)** la décision écrite de l'agent et les motifs écrits.

Transmission du dossier d'appel

(2) Le ministre transmet le dossier d'appel à l'appelant et à la Section.

Preuve de transmission

(3) En même temps qu'il transmet le dossier d'appel à la Section, le ministre lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon il a transmis le dossier d'appel à l'appelant.

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard cent vingt jours suivant la date à laquelle le ministre reçoit l'avis d'appel.

Retard de transmission

(5) Si la Section ne reçoit pas le dossier d'appel dans le délai prévu au paragraphe (4), elle peut :

- a)** soit demander au ministre d'expliquer, oralement ou par écrit, son retard et de justifier pourquoi le dossier en retard devrait être accepté;

to give reasons why the appeal record should be accepted late; or

(b) schedule and start the hearing without the appeal record or with only part of the appeal record.

Appeal by the Minister from a Decision of the Immigration Division in an Admissibility Hearing

Notice of appeal

11 (1) If the Minister wants to appeal a decision of the Immigration Division in an admissibility hearing, the Minister must provide a notice of appeal to the respondent, the Immigration Division and the Immigration Appeal Division.

Proof that document was provided

(2) The Minister must provide to the Immigration Appeal Division, together with the notice of appeal, a written statement of how and when the notice of appeal was provided to the respondent and the Immigration Division.

Time limit

(3) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 30 days after the Immigration Division decision was made.

Appeal record

12 (1) The Immigration Division must prepare an appeal record that contains

- (a)** a table of contents;
- (b)** the Immigration Division decision;
- (c)** a transcript of the admissibility hearing;
- (d)** any document accepted as evidence at the admissibility hearing; and
- (e)** any written reasons for the Immigration Division decision.

Providing the appeal record

(2) The Immigration Division must provide the appeal record to the respondent, the Minister and the Immigration Appeal Division.

b) soit fixer une date d'audience et commencer sans le dossier ou avec seulement une partie de celui-ci.

Appel par le ministre d'une décision de la section de l'immigration rendue dans le cadre d'une enquête

Avis d'appel

11 (1) Si le ministre veut interjeter appel d'une décision de la Section de l'immigration rendue dans le cadre d'une enquête, il transmet un avis d'appel à l'intimé, à la Section de l'immigration et à la Section d'appel de l'immigration.

Preuve de transmission

(2) En même temps qu'il transmet l'avis d'appel à la Section d'appel de l'immigration, le ministre lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon il a transmis l'avis d'appel à l'intimé et à la Section de l'immigration.

Délai

(3) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard trente jours suivant la date à laquelle la décision a été rendue.

Dossier d'appel

12 (1) La Section de l'immigration prépare un dossier d'appel comportant :

- a)** une table des matières;
- b)** la décision de la Section de l'immigration;
- c)** une transcription des débats tenus à l'enquête;
- d)** tout document accepté en preuve à l'enquête;
- e)** les motifs écrits, le cas échéant, de la décision.

Transmission du dossier d'appel

(2) La Section de l'immigration transmet le dossier d'appel à l'intimé, au ministre et à la Section d'appel de l'immigration.

Time limit

(3) The appeal record must be received by its recipients no later than 45 days after the Immigration Division received the notice of appeal.

Contact Information

Contact information for the subject of the appeal

13 (1) A person who is the subject of an appeal must provide their contact information in writing to the Division and the Minister.

Time limit

(2) The contact information must be received by the Division and the Minister

(a) with the notice of appeal, if the person is the appellant; and

(b) no later than 20 days after the person received a notice of appeal, if the Minister is the appellant.

Counsel's contact information

(3) A person who is represented by counsel must, on obtaining counsel, provide without delay the counsel's contact information in writing to the Division and the Minister.

Change to contact information

(4) If the contact information of the person or their counsel changes, the person must without delay provide the changes in writing to the Division and the Minister.

Counsel of Record

Becoming counsel of record

14 As soon as counsel for a person who is the subject of an appeal agrees to a date for a proceeding, or becomes counsel after a date for a proceeding has been fixed, the counsel becomes counsel of record for the person.

Request to be removed as counsel of record

15 (1) To be removed as counsel of record, counsel must make a request in writing to the Division and provide a copy of the request to the person represented and the Minister.

Délai

(3) Le dossier d'appel doit être reçu par ses destinataires au plus tard quarante-cinq jours suivant la date à laquelle la Section de l'immigration reçoit l'avis d'appel.

Coordonnées

Coordonnées de la personne en cause

13 (1) La personne en cause transmet ses coordonnées par écrit à la Section et au ministre.

Délai

(2) Les coordonnées doivent être reçues par la Section et le ministre :

a) avec l'avis d'appel, dans le cas où c'est la personne en cause qui interjette appel;

b) au plus tard vingt jours suivant la date à laquelle la personne reçoit l'avis d'appel du ministre, dans le cas où c'est le ministre qui interjette appel.

Coordonnées du conseil

(3) Dès qu'elle retient les services d'un conseil, la personne en cause transmet les coordonnées de celui-ci par écrit à la Section et au ministre.

Changement de coordonnées

(4) Dès que les coordonnées de la personne en cause ou celles de son conseil, le cas échéant, changent, la personne en cause transmet les nouvelles coordonnées par écrit à la Section et au ministre.

Conseil inscrit au dossier

Reconnaissance par la Section

14 Le conseil de la personne en cause qui consent à une date relativement à une procédure ou la personne qui devient son conseil après qu'une telle date a été fixée, devient le conseil inscrit au dossier de la personne en cause.

Demande de retrait du conseil inscrit au dossier

15 (1) Le conseil inscrit au dossier qui veut se retirer du dossier en fait la demande à la Section par écrit et transmet une copie de sa demande à la personne qu'il représente et au ministre.

Request received two days or less before proceeding

(2) If counsel's request is received by the recipients two working days or less before the date of a proceeding, counsel must appear at the proceeding and make the request orally.

Removing counsel of record

16 (1) To remove counsel as counsel of record, the person who is the subject of the appeal must provide written notice to the Division, to counsel and to the Minister that counsel is no longer the person's counsel.

Ceasing to be counsel of record

(2) Counsel is no longer counsel of record when the Division receives the notice.

Language of the Appeal

Choice of language

17 (1) A person who is the subject of an appeal must choose English or French as the language of the appeal. If the person is appealing, the person must indicate their choice in the notice of appeal. If the Minister is appealing, the person must notify the Division and the Minister of their choice in writing. The notice must be received by the Division and by the Minister no later than 20 days after the person received the notice of appeal.

Changing the choice of language

(2) A person who is the subject of an appeal may change the choice of language by notifying the Division and the Minister in writing. The notice must be received by the Division and the Minister no later than 20 days before the next proceeding.

Need for an interpreter

18 (1) If a party or a party's witness needs an interpreter for a proceeding, the party must notify the Division in writing and specify the language or dialect of the interpreter. The notice must be received by the Division no later than 20 days before the proceeding.

Interpreter's oath

(2) The interpreter must take an oath or make a solemn affirmation to interpret accurately.

Designated Representative

Duty of counsel to notify

19 (1) If counsel for either party believes that the Division should designate a representative for the person

Demande reçue deux jours ouvrables ou moins avant la prochaine procédure

(2) Dans le cas où les destinataires reçoivent la demande deux jours ouvrables ou moins avant une procédure, le conseil doit se présenter à la procédure et faire sa demande oralement.

Révocation du conseil inscrit au dossier

16 (1) Pour révoquer son conseil inscrit au dossier, la personne en cause transmet un avis écrit à la Section, au conseil et au ministre.

Prise d'effet de la révocation

(2) Le conseil cesse d'être le conseil inscrit au dossier dès que la Section reçoit l'avis.

Langue de l'appel

Choix de la langue

17 (1) La personne en cause choisit le français ou l'anglais comme langue de l'appel. Dans le cas où c'est elle qui interjette appel, elle indique son choix dans l'avis d'appel. Dans le cas où c'est le ministre qui interjette appel, la personne en cause avise la Section et le ministre de son choix par écrit. L'avis doit être reçu par la Section et le ministre au plus tard les vingt jours suivant la date à laquelle la personne reçoit l'avis d'appel du ministre.

Changement du choix de la langue

(2) La personne en cause peut modifier son choix de langue en avisant par écrit la Section et le ministre. L'avis doit être reçu par la Section et le ministre au plus tard vingt jours avant la prochaine procédure.

Besoin des services d'un interprète

18 (1) Si une partie ou le témoin d'une partie a besoin des services d'un interprète dans le cadre d'une procédure, la partie avise la Section par écrit en précisant la langue ou le dialecte de l'interprète. L'avis doit être reçu par la Section au plus tard vingt jours avant la procédure.

Engagement

(2) L'interprète s'engage sous serment ou par affirmation solennelle à traduire fidèlement.

Désignation d'un représentant

Obligation du conseil d'aviser la Section

19 (1) Si le conseil d'une partie croit que la Section devrait commettre un représentant à la personne en cause

who is the subject of the appeal because they are under 18 years of age or unable to appreciate the nature of the proceedings, counsel must without delay notify the Division in writing. If counsel is aware of a person in Canada who meets the requirements to be designated as a representative, counsel must provide the person's contact information in the notice.

Requirements for being designated

- (2) To be designated as a representative, a person must
- (a) be 18 years of age or older;
 - (b) understand the nature of the proceedings;
 - (c) be willing and able to act in the best interests of the person to be represented; and
 - (d) not have interests that conflict with those of the person to be represented.

Proceedings in an Appeal

Alternative Dispute Resolution Process

Participation in the alternative dispute resolution process

20 (1) The Division may require the parties to participate in an alternative dispute resolution process in order to encourage the parties to resolve an appeal without a hearing.

Dispute resolution officer

(2) The Division must assign a member of the Division or any other person to act as a dispute resolution officer for an appeal that uses the alternative dispute resolution process. A member who acts as a dispute resolution officer for an appeal must not hear that appeal.

Obligations of parties and counsel

(3) The parties and their counsel must

- (a) participate in the alternative dispute resolution process in good faith;
- (b) follow the directions given by the Division with respect to the process, including the manner of participation;
- (c) disclose to each other and the Division any document to be relied on in the process, and any document

parce qu'elle est âgée de moins de dix-huit ans ou n'est pas en mesure de comprendre la nature de la procédure, il en avise sans délai la Section par écrit. S'il sait qu'il se trouve au Canada une personne ayant les qualités requises pour être représentant, il fournit les coordonnées de cette personne dans l'avis.

Qualités requises du représentant

- (2) Pour être désignée comme représentant, la personne doit :
- a) être âgée de dix-huit ans ou plus;
 - b) comprendre la nature de la procédure;
 - c) être disposée et apte à agir dans l'intérêt de la personne en cause;
 - d) ne pas avoir d'intérêts conflictuels par rapport à ceux de la personne en cause.

Procédure d'appel

Mode alternatif de règlement des litiges

Participation à un mode alternatif de règlement des litiges

20 (1) La Section peut ordonner aux parties de participer à un mode alternatif de règlement des litiges afin de les encourager à régler l'appel sans tenir d'audience.

Agent de règlement des litiges

(2) Elle désigne un de ses commissaires ou toute autre personne à titre d'agent de règlement des conflits pour chaque appel soumis au mode alternatif. Le commissaire ainsi désigné dans une affaire ne peut entendre l'appel de cette affaire.

Obligations des parties et de leur conseil

(3) Les parties et leur conseil :

- a) participant de bonne foi au mode alternatif;
- b) suivent les directives de la Section quant au déroulement du mode alternatif, notamment le moyen d'y participer;

that the Division requires to be prepared or disclosed; and

(d) be prepared as a party, or have authority as counsel, to resolve the appeal.

c) communiquent entre eux et à la Section tout document sur lequel ils veulent s'appuyer pendant le déroulement du mode alternatif ou tout autre document que la Section exige de préparer ou de communiquer;

d) s'agissant des parties, doivent être disposées à régler l'appel et, s'agissant des conseils, doivent y être autorisés.

Confidentiality

(4) Any information, statement or document that any person gives in an alternative dispute resolution process is confidential. It must not be disclosed later in the appeal or made public unless

(a) it was obtained in a way that was not part of the alternative dispute resolution process;

(b) it relates to an offence under the Act, or a breach of these Rules; or

(c) the person who gave the information, statement or document agrees to its disclosure.

Confidentialité

(4) Tout renseignement, toute déclaration ou tout document qu'une personne fournit dans le cadre du mode alternatif est confidentiel. Il ne peut être ni utilisé plus tard dans le cadre de l'appel, ni communiqué ou rendu public, sauf dans les circonstances suivantes :

a) il a été obtenu d'une façon non visée par le mode alternatif;

b) il porte sur une infraction à la Loi ou un manquement aux présentes règles;

c) la personne qui l'a transmis consent à sa communication.

Agreement

(5) An agreement to resolve an appeal that is reached through the alternative dispute resolution process must be in writing, signed by the parties or their counsel and approved by the Division. An agreement to resolve an appeal is not confidential under subrule (4).

Entente

(5) L'entente de règlement de l'appel intervenue dans le cadre du mode alternatif est consignée par écrit, signée par les parties ou par leur conseil respectif et approuvée par la Section. Elle n'est pas confidentielle selon le paragraphe (4).

Conference

Requirement to participate at a conference

21 (1) The Division may require the parties to participate at a conference to discuss issues, relevant facts and any other matter that would make the appeal more fair and efficient.

Conférence

Convocation à une conférence

21 (1) La Section peut exiger que les parties participent à une conférence pour discuter des points litigieux, des faits pertinents de l'appel ou de toute autre question afin que l'appel soit plus équitable et efficace.

Information or documents

(2) The Division may require the parties to give any information, or provide any document, at or before the conference.

Documents ou renseignements

(2) La Section peut exiger que les parties, avant ou pendant la conférence, lui communiquent tout renseignement ou lui transmettent tout document.

Written record

(3) The Division must make a written record of any decision or agreement made at the conference.

Procès-verbal

(3) La Section note dans un procès-verbal toute décision prise ou entente conclue à la conférence.

Fixing a Date for a Proceeding

Fixing a date

22 The Division may require the parties to participate in a scheduling conference or otherwise give information to help the Division fix a date for a proceeding.

Notice to Appear

Notice to appear

23 The Division must notify the parties of the date, time and location of a proceeding.

Subject of an Appeal in Custody

Custody

24 The Division may order a person who holds a person who is the subject of an appeal in custody to bring the person in custody to a proceeding at the location specified by the Division.

Proceeding in Writing

Proceeding in writing

25 (1) Instead of holding a hearing, the Division may require the parties to proceed in writing if this would not be unfair to any party and there is no need for the oral testimony of a witness.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to an appeal against a decision made outside Canada on the residency obligation.

Stay of Removal Order

Application to reconsider an appeal

26 (1) If the Division has stayed a removal order, a party who makes an application to the Division to reconsider the appeal must

(a) follow rule 43, but the party is not required to give evidence in an affidavit or statutory declaration; and

(b) provide with their application a written statement of whether the subject of the appeal has complied with the conditions of the stay.

Fixation de la date d'une procédure

Fixation de la date

22 Pour faciliter la fixation de la date d'une procédure, la Section peut exiger que les parties participent à une conférence de mise au rôle ou qu'elles lui fournissent des renseignements d'une autre façon.

Avis de convocation

Avis de convocation

23 La Section avise les parties des date, heure et lieu d'une procédure.

Personne en cause en détention

Détention

24 La Section peut ordonner à la personne qui détient la personne en cause de l'amener à une procédure au lieu que la Section précise.

Procédures sur pièces

Procédures sur pièces

25 (1) La Section peut, au lieu de tenir une audience, exiger que les parties procèdent par écrit, à condition que cette façon de faire ne cause pas d'injustice et qu'il ne soit pas nécessaire d'entendre des témoins.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un appel interjeté à l'encontre de la décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence.

Sursis d'une mesure de renvoi

Demande de reprise de l'appel

26 (1) Dans le cas où la Section sursoit à une mesure de renvoi, la partie qui veut demander à la Section de reprendre l'appel :

a) fait sa demande selon la règle 43, mais elle n'a pas à y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle;

b) joint à sa demande une déclaration écrite portant sur le respect ou non, par la personne en cause, des conditions du sursis.

Response

(2) The other party must respond to the application and provide with their response a written statement of whether the subject of the appeal has complied with the conditions of the stay.

Reconsideration on Division's own initiative

(3) If the Division reconsiders an appeal on its own initiative, the Division must notify the parties. The parties must provide to the Division and each other, within the time period specified by the Division, a written statement of whether the subject of the appeal has complied with the conditions of the stay.

Notice requirement — cancellation of stay

27 (1) If a stay of removal is cancelled under subsection 68(4) of the Act, the Minister must provide the Division and the subject of the appeal with written notice of the cancellation.

Content of notice

(2) In the notice, the Minister must state

- (a)** the name of the person convicted;
- (b)** the date and place of conviction;
- (c)** the offence and relevant provision of an Act of Parliament; and
- (d)** if the offence is not punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, the term of imprisonment that was imposed.

Proof that document was provided

(3) The Minister must provide to the Division, together with the written notice, a written statement of how and when the notice was provided to the subject of the appeal.

Documents

Form and Language of Documents

Documents prepared by party

28 (1) A document prepared for use by a party in a proceeding must be typewritten on one side of 21.5 cm by 28 cm (8½" x 11") paper and the pages must be numbered.

Réponse

(2) L'autre partie répond à la demande et transmet, en même temps que sa réponse, une déclaration écrite portant sur le respect ou non, par la personne en cause, des conditions du sursis.

Reprise de l'appel par la Section de sa propre initiative

(3) Dans le cas où la Section reprend l'appel de sa propre initiative, elle en avise les parties. Chaque partie transmet, à la Section et à l'autre partie, dans le délai fixé par la Section, une déclaration écrite portant sur le respect ou non, par la personne en cause, des conditions du sursis.

Avis du ministre en cas de révocation

27 (1) Dans le cas où le sursis d'une mesure de renvoi est révoqué par application du paragraphe 68(4) de la Loi, le ministre transmet un avis écrit à la personne en cause et à la Section.

Contenu de l'avis

(2) Dans son avis, le ministre indique :

- a)** le nom de la personne déclarée coupable;
- b)** la date et le lieu de la condamnation;
- c)** l'infraction commise et la disposition pertinente d'une loi fédérale;
- d)** si l'infraction commise n'est pas punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans, la peine d'emprisonnement imposée.

Preuve de transmission

(3) En même temps qu'il transmet l'avis à la Section, le ministre lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon il a transmis l'avis à la personne en cause.

Documents

Présentation et langue des documents

Documents rédigés par une partie

28 (1) Tout document rédigé en vue d'être utilisé par une partie dans une procédure doit être dactylographié lisiblement sur le recto de feuilles de papier de 21,5 cm sur 28 cm (8½ po x 11 po) numérotées.

Photocopies

(2) Any photocopy provided by a party must be a clear copy of the document photocopied and be on one side of 21.5 cm by 28 cm (8½" x 11") paper and the pages must be numbered.

Numbered documents

(3) A party must number consecutively each document provided by the party.

List of documents

(4) If more than one document is provided, the party must provide a list of the documents and their numbers.

Language of documents – subject of the appeal

29 (1) All documents used at a proceeding by a person who is the subject of an appeal must be in English or French or, if in another language, be provided with an English or French translation and a translator's declaration.

Language of documents – Minister

(2) All documents used by the Minister at a proceeding must be in the language of the appeal, or be provided with a translation and the translator's declaration.

Translator's declaration

(3) A translator's declaration must include the translator's name, the language translated and a statement signed by the translator that the translation is accurate.

Disclosure of Documents

Disclosure of documents by a party

30 (1) If a party wants to use a document at a hearing, the party must provide a copy to the other party and the Division.

Proof that document was provided

(2) Together with the copy provided to the Division, the party must provide a written statement of how and when a copy was provided to the other party.

Time limit – general

(3) Subject to subrule (4), documents provided under this rule must be received by the Division and the other party

- (a)** no later than 20 days before the hearing; or

Photocopies

(2) Toute photocopie transmise par une partie doit reproduire clairement le document photocopié sur le recto de feuilles de papier de 21,5 cm sur 28 cm (8½ po x 11 po) numérotées.

Documents numérotés

(3) La partie numérote consécutivement les documents qu'elle transmet.

Liste de documents

(4) Si la partie transmet plusieurs documents, elle transmet une liste les énumérant et indiquant leur numéro.

Langue des documents – personne en cause

29 (1) Tout document utilisé par la personne en cause dans une procédure doit être rédigé en français ou en anglais ou, s'il est rédigé dans une autre langue, être accompagné d'une traduction française ou anglaise et de la déclaration du traducteur.

Langue des documents – ministre

(2) Tout document utilisé par le ministre dans une procédure doit être rédigé dans la langue de l'appel ou être accompagné d'une traduction et de la déclaration du traducteur.

Déclaration du traducteur

(3) Dans sa déclaration, le traducteur indique son nom et la langue du document traduit et atteste que la traduction est fidèle.

Communication de documents

Communication de documents par une partie

30 (1) Pour utiliser un document à l'audience, la partie en transmet une copie à l'autre partie et à la Section.

Preuve de transmission

(2) En même temps qu'elle transmet une copie du document à la Section, la partie lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon elle en a transmis une copie à l'autre partie.

Délai – général

(3) Sous réserve du paragraphe (4), tout document transmis selon la présente règle doit être reçu par son destinataire au plus tard :

- a)** soit vingt jours avant l'audience;

(b) if the document is provided to respond to another document provided by the other party, no later than 10 days before the hearing.

Time limit – medical documents

(4) A medical document provided in an appeal based on inadmissibility on health grounds must be received by the Division and the other party no later than 60 days before the hearing or, if the document is provided to respond to another medical document, no later than 30 days before the hearing.

Use of undisclosed documents

31 A party who does not provide a document as required by rule 30 may not use the document at the hearing unless allowed by the Division.

Providing a Document

General provision

32 Rules 33 to 36 apply to any document, including a notice or request in writing.

Providing documents to the Division

33 (1) A document provided to the Division must be provided to the registry office specified by the Division.

Providing documents to the Minister

(2) A document provided to the Minister must be provided to the Minister's counsel.

Providing documents to the subject of an appeal

(3) A document provided to a person who is the subject of an appeal must be provided to the person or, if the person has counsel, to their counsel.

How to provide a document

34 A document can be provided in any of the following ways:

- (a)** by hand;
- (b)** by regular mail or registered mail;
- (c)** by courier or priority post;
- (d)** by fax if the recipient has a fax number and the document has no more than 20 pages, unless the recipient consents to receiving more than 20 pages; and
- (e)** by electronic mail if the Division allows.

b) soit dix jours avant l'audience, dans le cas où il s'agit d'un document transmis en réponse à un document reçu de l'autre partie.

Délai – document médical

(4) Dans le cas d'un document médical transmis dans le cadre d'un appel portant sur l'interdiction de territoire pour motifs sanitaires, le délai de transmission applicable est de soixante jours avant l'audience ou, si le document est en réponse à un autre document médical, de trente jours avant l'audience.

Utilisation d'un document non communiqué

31 La partie qui ne transmet pas un document selon la règle 30 ne peut utiliser celui-ci à l'audience, sauf autorisation de la Section.

Comment transmettre un document

Disposition générale

32 Les règles 33 à 36 s'appliquent à tout document, notamment l'avis écrit ou la demande écrite.

Transmission de documents à la Section

33 (1) Pour transmettre un document à la Section, il faut le faire parvenir au greffe désigné par elle.

Transmission de documents au ministre

(2) Pour transmettre un document au ministre, il faut le faire parvenir à son conseil.

Transmission de documents à la personne en cause

(3) Pour transmettre un document à la personne en cause, il faut le lui faire parvenir directement ou, si la personne est représentée par un conseil, le faire parvenir à celui-ci.

Moyens de transmettre un document

34 Les moyens ci-après peuvent être utilisés pour transmettre tout document :

- a)** remise en mains propres;
- b)** envoi par courrier ordinaire ou par courrier recommandé;
- c)** envoi par messager ou par poste prioritaire;
- d)** envoi par télécopieur, si le destinataire a un numéro de télécopieur et si le document n'a pas plus de vingt pages; dans le cas d'un document de plus de vingt pages, l'expéditeur doit avoir l'autorisation du destinataire;

If document cannot be provided under rule 34

35 (1) If a party is unable to provide a document in a way required by rule 34, the party may make an application to the Division to be allowed to provide the document in another way or to be excused from providing the document.

Form of application

(2) The application must be made under rule 43.

Factor

(3) The Division may allow the application if the party has made reasonable efforts to provide the document to the other party.

When a document is considered received by the Division

36 (1) A document provided to the Division is considered to be received by the Division on the day the document is date stamped by the Division.

When a document sent by regular mail is considered received by a party

(2) A document sent to a party by regular mail is considered to be received seven days after the day it was mailed. A document sent to a party by regular mail to or from a place outside Canada is considered to be received 20 days after the day it was mailed. If the seventh day or the twentieth day, as the case may be, is a Saturday, Sunday or statutory holiday, the document is considered to be received on the next working day.

Witnesses

Providing witness information

37 (1) If a party wants to call a witness, the party must provide in writing to the other party and the Division the following witness information:

- (a)** the witness's contact information;
- (b)** the time needed for the witness's testimony;
- (c)** the party's relationship to the witness;
- (d)** whether the party wants the witness to testify by videoconference or telephone; and

e) envoi par courrier électronique, si la Section l'autorise.

Impossibilité de transmettre un document selon la règle 34

35 (1) Si la partie est incapable de transmettre le document par l'un des moyens prévus à la règle 34, elle peut demander à la Section l'autorisation de transmettre le document par un autre moyen ou d'être dispensée de la transmission.

Forme de la demande

(2) La partie fait sa demande selon la règle 43.

Élément à considérer

(3) La Section peut accueillir la demande si la partie a fait des efforts raisonnables pour transmettre le document à l'autre partie.

Date de réception d'un document par la Section

36 (1) Tout document transmis à la Section est considéré comme ayant été reçu le jour où la Section y appose la date de réception au moyen d'un timbre dateur.

Date de réception d'un document envoyé par courrier ordinaire à une partie

(2) Tout document envoyé par courrier ordinaire à une partie est considéré comme ayant été reçu sept jours après sa mise à la poste. Celui envoyé à partir d'un lieu situé hors du Canada ou vers un tel lieu est considéré comme ayant été reçu vingt jours après sa mise à la poste. Si le septième jour ou le vingtième jour, selon le cas, est un samedi, un dimanche ou un autre jour férié, le document est alors considéré comme ayant été reçu le premier jour ouvrable suivant.

Témoins

Transmission des renseignements concernant les témoins

37 (1) Pour faire comparaître un témoin, la partie transmet par écrit à l'autre partie à la Section les renseignements suivants :

- a)** les coordonnées du témoin;
- b)** la durée du témoignage;
- c)** le lien entre le témoin et la partie;
- d)** le fait qu'elle veut faire comparaître le témoin par vidéoconférence ou par téléphone, le cas échéant;

(e) in the case of an expert witness, a report signed by the expert witness giving their qualifications and summarizing their evidence.

Proof that document was provided

(2) The witness information must be provided to the Division together with a written statement of how and when it was provided to the other party.

Time limit

(3) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 20 days before the hearing.

Failure to provide witness information

(4) If a party does not provide the witness information as required under this rule, the witness may not testify at the hearing unless the Division allows the witness to testify.

Requesting a summons

38 (1) A party who wants the Division to order a person to testify at a hearing must make a request to the Division for a summons, either orally at a proceeding or in writing.

Factors

(2) In deciding whether to issue a summons, the Division must consider any relevant factors, including

- (a)** the necessity of the testimony to a full and proper hearing;
- (b)** the ability of the person to give that testimony; and
- (c)** whether the person has agreed to be summoned as a witness.

Using the summons

(3) If a party wants to use a summons, the party must

- (a)** provide the summons to the summoned person by hand;
- (b)** provide a copy of the summons to the Division with a written statement of how and when the summons was provided; and
- (c)** pay or offer to pay the summoned person the applicable witness fees and travel expenses set out in Tariff A of the *Federal Court Rules, 1998*.

e) dans le cas du témoin expert, un rapport, signé par lui, indiquant ses compétences et résumant son témoignage.

Preuve de transmission

(2) En même temps que la partie transmet à la Section les renseignements concernant les témoins, elle lui transmet une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon elle a transmis ces renseignements à l'autre partie.

Délai

(3) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard vingt jours avant l'audience.

Omission de transmettre les renseignements

(4) La partie qui ne transmet pas les renseignements concernant les témoins selon la présente règle ne peut faire comparaître son témoin à l'audience, sauf autorisation de la Section.

Citation à comparaître

38 (1) La partie qui veut que la Section ordonne à une personne de témoigner à l'audience lui demande soit oralement lors d'une procédure, soit par écrit, de délivrer une citation à comparaître.

Éléments à considérer

(2) Pour décider si elle délivre une citation à comparaître, la Section prend en considération tout élément pertinent. Elle examine notamment :

- a)** la nécessité du témoignage pour l'instruction approfondie de l'affaire;
- b)** la capacité de la personne de présenter ce témoignage;
- c)** si la personne a accepté d'être citée à comparaître.

Utilisation de la citation à comparaître

(3) Pour utiliser la citation à comparaître, la partie :

- a)** la remet en mains propres à la personne visée;
- b)** en transmet une copie à la Section ainsi qu'une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon la citation a été transmise à la personne;
- c)** remet ou offre à la personne l'indemnité de témoin et les frais de déplacement prévus au tarif A des *Règles de la Cour fédérale (1998)*.

Cancelling a summons

39 (1) If a person summoned to appear as a witness at a proceeding wants the summons cancelled, the person must make an application in writing to the Division.

Application

(2) The person must follow rule 43, but is not required to provide an affidavit or statutory declaration with the application.

Arrest warrant

40 (1) If a person does not obey a summons to appear, the party who requested the summons may make a request to the Division orally at a hearing, or in writing, to issue a warrant for the arrest of the person.

Written request

(2) A party who makes a written request for a warrant must provide supporting evidence by affidavit or statutory declaration.

Requirements for issue of arrest warrant

(3) The Division may issue an arrest warrant if

(a) the person summoned was provided the summons by hand or the person is avoiding being provided the summons;

(b) the person was paid or offered the applicable witness fees and travel expenses set out in Tariff A of the *Federal Court Rules, 1998*;

(c) the person did not appear at the hearing as required by the summons; and

(d) the person's testimony is still needed for a full and proper hearing.

Content of a warrant

(4) A warrant issued by the Division for the arrest of a person must include directions concerning detention and release.

Excluded witness

41 Unless allowed by the Division, a person must not communicate to a witness excluded from a hearing room any testimony given while the witness was excluded until that witness has finished testifying.

Annulation d'une citation à comparaître

39 (1) Toute personne qui est citée à comparaître peut demander par écrit à la Section d'annuler la citation à comparaître.

Forme de la demande

(2) La personne fait sa demande selon la règle 43, mais elle n'a pas à y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle.

Mandat d'arrestation

40 (1) Si la personne citée à comparaître n'obéit pas à la citation, la partie qui a demandé à la Section de délivrer la citation peut lui demander soit oralement à l'audience, soit par écrit, de décerner un mandat d'arrestation contre la personne.

Demande écrite

(2) La partie qui transmet une demande écrite y joint un affidavit ou une déclaration solennelle établissant la preuve à l'appui de la demande.

Exigences — mandat d'arrestation

(3) La Section peut décerner le mandat d'arrestation si les conditions suivantes sont réunies :

a) la citation à comparaître a été remise à la personne en mains propres ou la personne évite la remise de la citation;

b) la personne a reçu ou s'est vu offrir l'indemnité de témoin et les frais de déplacement prévus au tarif A des *Règles de la Cour fédérale (1998)*;

c) la personne ne s'est pas présentée à l'audience comme l'exigeait la citation;

d) le témoignage de la personne est toujours nécessaire pour permettre l'instruction approfondie de l'affaire.

Contenu du mandat

(4) La Section indique, dans le mandat d'arrestation qu'elle décerne, les instructions quant à la garde ou à la mise en liberté de la personne.

Témoin exclu

41 À moins que la Section l'autorise, il est interdit de communiquer à un témoin exclu de la salle d'audience le contenu des témoignages entendus pendant son absence avant qu'il n'ait fini de témoigner.

Applications

General provision

42 Unless these Rules provide otherwise

- (a)** a party who wants the Division to make a decision on any matter in an appeal, including the procedure to be followed, must make an application to the Division under rule 43;
- (b)** a party who wants to respond to the application must respond under rule 44; and
- (c)** a party who wants to reply to a response must reply under rule 45.

How to Make an Application

Form of application and time limit

43 (1) An application must be made in writing and without delay unless

- (a)** these Rules provide otherwise; or
- (b)** the Division allows it to be made orally at a proceeding after considering any relevant factors, including whether the party with reasonable effort could have made the application in writing before the proceeding.

Content of application

(2) Unless these Rules provide otherwise, in a written application the party must

- (a)** state what decision the party wants the Division to make;
- (b)** give reasons why the Division should make that decision; and
- (c)** if there is another party and the views of that party are known, state whether the other party agrees to the application.

Affidavit or statutory declaration

(3) Unless these Rules provide otherwise, any evidence that the party wants the Division to consider with an application in writing must be given in a statutory declaration or affidavit that is provided together with the application.

Providing the application

(4) A party who makes a written application must provide

Demandes

Disposition générale

42 Sauf indication contraire des présentes règles :

- a)** la partie qui veut que la Section statue sur toute question soulevée dans le cadre d'un appel, notamment sur le déroulement de celui-ci, lui en fait la demande selon la règle 43;
- b)** celle qui veut répondre à la demande le fait selon la règle 44;
- c)** celle qui veut répliquer à la réponse le fait selon la règle 45.

Comment faire une demande

Forme de la demande et délai

43 (1) Toute demande est faite sans délai par écrit sauf si :

- a)** les présentes règles indiquent le contraire;
- b)** la Section permet qu'elle soit faite oralement pendant une procédure après qu'elle ait considéré tout élément pertinent, notamment le fait que la partie n'aurait pu, malgré des efforts raisonnables, le faire par écrit avant la procédure.

Contenu de la demande

(2) Dans sa demande écrite, sauf indication contraire des présentes règles, la partie :

- a)** énonce la décision recherchée;
- b)** énonce les raisons pour lesquelles la Section devrait rendre cette décision;
- c)** indique si l'autre partie consent à la demande, dans le cas où elle connaît l'opinion de cette autre partie.

Affidavit ou déclaration solennelle

(3) Sauf indication contraire des présentes règles, la partie énonce dans un affidavit ou une déclaration solennelle qu'elle joint à sa demande écrite tout élément de preuve qu'elle veut soumettre à l'examen de la Section.

Transmission de la demande

(4) La partie qui fait une demande par écrit transmet :

- (a) to the other party, a copy of the application and any affidavit or statutory declaration; and
- (b) to the Division, the original application and any affidavit or statutory declaration, together with a written statement of how and when the party provided the copy to any other party.

How to Respond to a Written Application

Responding to a written application

44 (1) A response to a written application must be in writing. In a response the party must

- (a) state what decision the party wants the Division to make; and
- (b) give reasons why the Division should make that decision.

Evidence in a written response

(2) Any evidence that the party wants the Division to consider with the written response must be given in an affidavit or statutory declaration that accompanies the response. Unless the Division requires it, an affidavit or statutory declaration is not required if the party who made the application was not required to provide an affidavit or statutory declaration.

Providing the response

(3) A party who responds to a written application must provide

- (a) to the other party, a copy of the response and any affidavit or statutory declaration; and
- (b) to the Division, the original response and any affidavit or statutory declaration, together with a written statement of how and when the party provided the copy to the other party.

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by the recipients no later than seven days after the party received the copy of the application.

a) à l'autre partie, une copie de la demande et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle;

b) à la Section, l'original de la demande et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle, ainsi qu'une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon une copie de ces documents a été transmise à l'autre partie.

Comment répondre à une demande écrite

Réponse à une demande écrite

44 (1) La réponse à une demande écrite se fait par écrit. Dans sa réponse, la partie énonce :

- a) la décision recherchée;
- b) les raisons pour lesquelles la Section devrait rendre cette décision.

Affidavit ou déclaration solennelle

(2) La partie énonce dans un affidavit ou une déclaration solennelle qu'elle joint à sa réponse écrite tout élément de preuve qu'elle veut soumettre à l'examen de la Section. À moins que la Section l'exige, il n'est pas nécessaire d'y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle dans le cas où la partie qui a fait la demande n'était pas tenue d'y joindre un tel document.

Transmission de la réponse

(3) La partie transmet :

- a) à l'autre partie, une copie de la réponse et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle;
- b) à la Section, l'original de la réponse et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle, ainsi qu'une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon une copie de ces documents a été transmise à l'autre partie.

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard sept jours suivant la réception de la copie de la demande par la partie.

How to Reply to a Written Response

Replying to a written response

45 (1) A reply to a written response must be in writing.

Evidence in the reply

(2) Any evidence that the party wants the Division to consider with the written reply must be given in an affidavit or statutory declaration together with the reply. Unless the Division requires it, an affidavit or statutory declaration is not required if the party was not required to provide a statutory declaration or affidavit with the application.

Providing the reply

(3) A party who replies to a written response must provide

(a) to the other party, a copy of the reply and any affidavit or statutory declaration; and

(b) to the Division, the original reply and any affidavit or statutory declaration, together with a written statement of how and when the party provided the copy to the other party.

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than five days after the party received the copy of the response.

Return to Canada to Appear at a Hearing

Application for an order to appear

46 (1) A permanent resident who appeals a decision made outside Canada on the residency obligation may make an application to the Division for an order that they physically appear at the hearing.

Form of application

(2) The application must be made under rule 43.

Time limit

(3) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 60 days after the Division received the notice of appeal.

Comment répliquer à une réponse écrite

Réplique à une réponse écrite

45 (1) La réplique à une réponse écrite se fait par écrit.

Affidavit ou déclaration solennelle

(2) La partie énonce dans un affidavit ou une déclaration solennelle qu'elle joint à sa réplique écrite tout élément de preuve qu'elle veut soumettre à l'examen de la Section. À moins que la Section l'exige, il n'est pas nécessaire d'y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle dans le cas où la partie n'était pas tenue d'y joindre un tel document.

Transmission de la réplique

(3) La partie transmet :

a) à l'autre partie, une copie de la réplique et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle;

b) à la Section, l'original de la réplique et, selon le cas, de l'affidavit ou de la déclaration solennelle, ainsi qu'une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon une copie de ces documents a été transmise à l'autre partie.

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard cinq jours suivant la réception de la copie de la réponse par la partie.

Retour au Canada pour comparaître à l'audience

Demande d'ordonnance de comparution

46 (1) Le résident permanent qui interjette appel d'une décision rendue hors du Canada sur l'obligation de résidence peut demander à la Section d'ordonner sa comparution en personne.

Forme de la demande

(2) Le résident permanent fait sa demande selon l'article 43.

Délai

(3) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard soixante jours suivant la réception de l'avis d'appel par la Section.

Changing the Location of the Proceeding

Application to change the location of a proceeding

47 (1) A party may make an application to the Division to change the location of a proceeding.

Form of application

(2) The party must follow rule 43, but is not required to give evidence in an affidavit or statutory declaration.

Time limit

(3) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 30 days before the proceeding.

Factors

(4) In deciding the application, the Division must consider any relevant factors, including

- (a)** whether the party is residing in the location where the party wants the proceeding to be held;
- (b)** whether a change of location would allow the proceeding to be full and proper;
- (c)** whether a change of location would likely delay or slow the proceeding;
- (d)** how a change of location would affect the operation of the Division; and
- (e)** how a change of location would affect the parties.

Duty to appear at the proceeding

(5) Unless a party receives a decision from the Division allowing the application, the party must appear for the proceeding at the location fixed and be ready to start or continue the proceeding.

Changing the Date or Time of a Proceeding

Application to change the date or time of a proceeding

48 (1) A party may make an application to the Division to change the date or time of a proceeding.

Changement de lieu d'une procédure

Demande de changement de lieu d'une procédure

47 (1) Toute partie peut demander à la Section de changer le lieu d'une procédure.

Forme de la demande

(2) La partie fait sa demande selon la règle 43, mais elle n'a pas à y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle.

Délai

(3) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard trente jours avant la procédure.

Éléments à considérer

(4) Pour statuer sur la demande, la Section prend en considération tout élément pertinent. Elle examine notamment :

- a)** si la partie réside à l'endroit où elle veut que la procédure ait lieu;
- b)** si le changement de lieu permettrait une instruction approfondie de l'affaire;
- c)** si le changement de lieu retarderait ou prolongerait vraisemblablement la procédure;
- d)** l'effet du changement de lieu sur le fonctionnement de la Section;
- e)** l'effet du changement de lieu sur les parties.

Obligation de se présenter au lieu fixé

(5) Sauf si elle reçoit une décision accueillant sa demande, la partie doit se présenter au lieu qui avait été fixé et être prête à commencer ou à poursuivre la procédure.

Changement de la date ou de l'heure de la procédure

Demande de changement de la date ou de l'heure d'une procédure

48 (1) Toute partie peut demander à la Section de changer la date ou l'heure d'une procédure.

Form and content of application

(2) The party must

- (a)** follow rule 43, but is not required to give evidence in an affidavit or statutory declaration; and
- (b)** give at least six dates, within the period specified by the Division, on which the party is available to start or continue the proceeding.

Application received two days or less before proceeding

(3) If the party's application is received by the recipients two working days or less before the date of a proceeding, the party must appear at the proceeding and make the request orally.

Factors

(4) In deciding the application, the Division must consider any relevant factors, including

- (a)** in the case of a date and time that was fixed after the Division consulted or tried to consult the party, any exceptional circumstances for allowing the application;
- (b)** when the party made the application;
- (c)** the time the party has had to prepare for the proceeding;
- (d)** the efforts made by the party to be ready to start or continue the proceeding;
- (e)** in the case of a party who wants more time to obtain information in support of the party's arguments, the ability of the Division to proceed in the absence of that information without causing an injustice;
- (f)** the knowledge and experience of any counsel who represents the party;
- (g)** any previous delays and the reasons for them;
- (h)** whether the time and date fixed for the proceeding were peremptory;
- (i)** whether allowing the application would unreasonably delay the proceedings; and
- (j)** the nature and complexity of the matter to be heard.

Forme et contenu de la demande

(2) La partie :

- a)** fait sa demande selon la règle 43, mais n'a pas à y joindre d'affidavit ou de déclaration solennelle;
- b)** indique dans sa demande au moins six dates, comprises dans la période fixée par la Section, auxquelles elle est disponible pour commencer ou poursuivre la procédure.

Procédure dans deux jours ouvrables ou moins

(3) Dans le cas où les destinataires reçoivent la demande deux jours ouvrables ou moins avant la procédure, la partie doit se présenter à la procédure et faire sa demande oralement.

Éléments à considérer

(4) Pour statuer sur la demande, la Section prend en considération tout élément pertinent. Elle examine notamment :

- a)** dans le cas où elle a fixé la date et l'heure de la procédure après avoir consulté ou tenté de consulter la partie, toute circonstance exceptionnelle qui justifie le changement;
- b)** le moment auquel la demande a été faite;
- c)** le temps dont la partie a disposé pour se préparer;
- d)** les efforts qu'elle a faits pour être prête à commencer ou à poursuivre la procédure;
- e)** dans le cas où la partie a besoin d'un délai supplémentaire pour obtenir des renseignements appuyant ses arguments, la possibilité d'aller de l'avant en l'absence de ces renseignements sans causer une injustice;
- f)** dans le cas où la partie est représentée, les connaissances et l'expérience de son conseil;
- g)** tout report antérieur et sa justification;
- h)** si la date et l'heure qui avaient été fixées étaient péremptoires;
- i)** si le fait d'accueillir la demande ralentirait l'affaire de manière déraisonnable;
- j)** la nature et la complexité de l'affaire.

Duty to appear at the proceeding

(5) Unless a party receives a decision from the Division allowing the application, the party must appear for the proceeding at the date and time fixed and be ready to start or continue the proceeding.

Proceeding To Be Held in Private

Form of application

49 (1) A person who wants to have a proceeding held in private, or who wants the Division to take any other measure to ensure the confidentiality of the proceedings, must make an application to the Division under rule 43.

Time limit

(2) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 20 days before the proceeding.

Response by non-party

(3) Any person may make a written request to the Division to be allowed to respond to an application by another person or a party to have a proceeding held in private. If the Division allows the request, the person must respond under rule 44.

Temporary confidentiality

(4) The Division may do anything to ensure the confidentiality of the information in the application.

Withdrawing an Appeal

Abuse of process

50 (1) Withdrawal of an appeal is an abuse of process if it would likely have a negative effect on the integrity of the Division. If no substantive evidence has been accepted in the appeal, withdrawal is not an abuse of process.

Withdrawal if no substantive evidence has been accepted

(2) If no substantive evidence has been accepted in the appeal, a party may withdraw their appeal by notifying the Division orally at a proceeding or in writing.

Obligation de se présenter aux date et heure fixées

(5) Sauf si elle reçoit une décision accueillant sa demande, la partie doit se présenter à la date et à l'heure qui avaient été fixées et être prête à commencer ou à poursuivre la procédure.

Huis clos

Forme de la demande

49 (1) La demande que toute personne peut présenter à la Section pour qu'une procédure soit tenue à huis clos ou en vue d'obtenir toute autre mesure jugée nécessaire pour assurer la confidentialité des débats est faite selon la règle 43.

Délai

(2) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard vingt jours avant l'audience.

Réponse par un tiers

(3) Toute personne peut demander par écrit à la Section d'être autorisée à répondre à la demande. Si la Section autorise la personne à répondre, celle-ci le fait selon la règle 44.

Confidentialité provisoire

(4) La Section peut faire le nécessaire pour assurer la confidentialité des renseignements communiqués dans la demande.

Retrait d'un appel

Abus de procédure

50 (1) Il y a abus de procédure si le retrait d'un appel aurait vraisemblablement un effet néfaste sur l'intégrité de la Section. Il n'y a pas abus de procédure si aucun élément de preuve de fond n'a été accepté dans le cadre de l'appel.

Retrait d'une demande dans le cas où aucun élément de preuve de fond n'a été accepté

(2) Dans le cas où aucun élément de preuve de fond n'a été accepté dans le cadre de l'appel, toute partie peut retirer son appel en avisant la Section soit oralement à l'audience, soit par écrit.

Withdrawal if substantive evidence has been accepted

(3) If substantive evidence has been accepted in the appeal, a party who wants to withdraw their appeal must make an application under rule 43.

Reinstating an Appeal After Withdrawal

Application to reinstate a withdrawn appeal

51 (1) A person may apply to the Division to reinstate an appeal that was made by that person and withdrawn.

Form and content of application

(2) The person must follow rule 43 and include their contact information in the application.

Factors

(3) The Division must allow the application if it is established that there was a failure to observe a principle of natural justice or if it is otherwise in the interests of justice to allow the application.

Notice of Constitutional Question

Notice of constitutional question

52 (1) A party who wants to challenge the constitutional validity, applicability or operability of a legislative provision must complete a notice of constitutional question.

Form and content of notice

(2) The party must provide notice using either Form 69, "Notice of Constitutional Question", set out in the *Federal Court Rules, 1998*, or any other form that includes

- (a)** the name of the party;
- (b)** the Division file number;
- (c)** the date, time and place of the hearing;
- (d)** the specific legislative provision that is being challenged;
- (e)** the relevant facts relied on to support the constitutional challenge; and
- (f)** a summary of the legal argument to be made in support of the constitutional challenge.

Retrait d'une demande dans le cas où des éléments de preuve de fond ont été acceptés

(3) Dans le cas où des éléments de preuve de fond ont été acceptés dans le cadre de l'appel, la partie qui veut retirer son appel en fait la demande à la Section selon la règle 43.

Rétablissement d'un appel

Demande de rétablissement d'un appel

51 (1) Toute personne peut demander à la Section de rétablir l'appel qu'elle a interjeté et ensuite retiré.

Forme et contenu de la demande

(2) La personne fait sa demande selon la règle 43; elle y indique ses coordonnées.

Éléments à considérer

(3) La Section accueille la demande soit sur preuve du manquement à un principe de justice naturelle, soit s'il est par ailleurs dans l'intérêt de la justice de le faire.

Avis de question constitutionnelle

Avis de question constitutionnelle

52 (1) La partie qui veut contester la validité, l'applicabilité ou l'effet, sur le plan constitutionnel, d'une disposition législative établit un avis de question constitutionnelle.

Forme et contenu de l'avis

(2) La partie établit son avis soit selon la formule 69 des *Règles de la Cour fédérale (1998)* intitulée « Avis de question constitutionnelle », soit selon toute autre formule comportant :

- a)** le nom de la partie;
- b)** le numéro du dossier de la Section;
- c)** les date, heure et lieu de l'audience;
- d)** la disposition législative contestée;
- e)** les faits pertinents à l'appui de la contestation;
- f)** un résumé du fondement juridique de la contestation.

Providing the notice

(3) The party must provide

- (a)** a copy of the notice of constitutional question to the Attorney General of Canada and to the attorney general of every province and territory of Canada, according to section 57 of the *Federal Courts Act*;
- (b)** a copy of the notice to the other party; and
- (c)** the original notice to the Division, together with a written statement of how and when a copy of the notice was provided under paragraphs (a) and (b).

Time limit

(4) Documents provided under this rule must be received by their recipients no later than 10 days before the day the constitutional argument will be made.

2002, c. 8, s. 182.

Decisions

Notice of decision

53 When the Division makes a decision, other than an interlocutory decision, it must provide a notice of decision to the parties.

Written reasons for decision on appeal by a sponsor or that stays a removal order

54 (1) The Division must provide to the parties, together with the notice of decision, written reasons for a decision on an appeal by a sponsor or for a decision that stays a removal order.

Written reasons provided on request

(2) A request made by a party for written reasons for a decision, other than a decision referred to in subrule (1) or an interlocutory decision, must be in writing. The request must be received by the Division no later than 10 days after the party received the notice of decision.

When decision of single member takes effect

55 A decision of the Division made orally by one Division member at a proceeding takes effect when the member states the decision. A decision made in writing takes effect when the member signs and dates the decision.

Transmission de l'avis

(3) La partie transmet :

- a)** au procureur général du Canada et au procureur général de chaque province et territoire du Canada, en conformité avec l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*, une copie de l'avis;
- b)** à l'autre partie une copie de l'avis;
- c)** à la Section l'original de l'avis, ainsi qu'une déclaration écrite indiquant à quel moment et de quelle façon une copie de l'avis a été transmise aux destinataires visés aux alinéas a) et b).

Délai

(4) Les documents transmis selon la présente règle doivent être reçus par leurs destinataires au plus tard dix jours avant la date à laquelle la question constitutionnelle doit être débattue.

2002, ch. 8, art. 182.

Décisions

Avis de décision

53 Lorsqu'elle rend une décision autre qu'interlocutoire, la Section transmet par écrit un avis de décision aux parties.

Motifs écrits d'une décision concernant un appel interjeté par un répondant ou prononçant le sursis d'une mesure de renvoi

54 (1) La Section transmet aux parties, avec l'avis de décision, les motifs écrits de la décision portant sur un appel interjeté par un répondant ou prononçant le sursis d'une mesure de renvoi.

Motifs transmis sur demande

(2) La demande de transmission que peut faire une partie en vue d'obtenir les motifs écrits d'une décision, autre que celle visée au paragraphe (1) ou qu'une décision interlocutoire, est faite par écrit. La demande doit être reçue par la Section au plus tard dix jours suivant la date à laquelle la partie reçoit l'avis de décision.

Prise d'effet de la décision d'un tribunal d'un seul commissaire

55 La décision de la Section rendue de vive voix à l'audience par un tribunal constitué d'un commissaire unique prend effet au moment où le commissaire prononce la décision. Celle rendue par écrit prend effet au moment où le commissaire signe et date la décision.

When decision of three-member panel takes effect

56 A decision of the Division made orally by a panel of three members takes effect when all the members state their decision. A decision made in writing takes effect when all members of the panel sign and date the decision.

General Provisions

No applicable rule

57 In the absence of a provision in these Rules dealing with a matter raised during an appeal, the Division may do whatever is necessary to deal with the matter.

Powers of the Division

58 The Division may

- (a) act on its own initiative, without a party having to make an application or request to the Division;
- (b) change a requirement of a rule;
- (c) excuse a person from a requirement of a rule; and
- (d) extend or shorten a time limit, before or after the time limit has passed.

Failing to follow a rule

59 Unless proceedings are declared invalid by the Division, a failure to follow any requirement of these Rules does not make the proceedings invalid.

Coming into Force

Coming into force

***60** These Rules come into force on the day on which section 161 of the Act comes into force.

* [Note: Rules in force June 28, 2002, see SI/2002-97.]

Prise d'effet de la décision d'un tribunal constitué de trois commissaires

56 La décision de la Section rendue de vive voix par un tribunal constitué de trois commissaires prend effet au moment où tous les commissaires prononcent leur décision. Celle rendue par écrit prend effet au moment où tous les commissaires signent et datent la décision.

Dispositions générales

Cas non prévus

57 Dans le cas où les présentes règles ne contiennent pas de dispositions permettant de régler une question qui survient dans le cadre d'un appel, la Section peut prendre toute mesure nécessaire pour régler la question.

Pouvoirs de la Section

58 La Section peut :

- a) agir de sa propre initiative sans qu'une partie n'ait à lui présenter une demande;
- b) modifier une exigence d'une règle;
- c) permettre à une partie de ne pas suivre une règle;
- d) proroger ou abréger un délai avant ou après son expiration.

Non-respect des règles

59 Le non-respect d'une exigence des présentes règles ne rend pas l'affaire invalide, à moins que la Section ne la déclare invalide.

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

***60** Les présentes règles entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 161 de la Loi.

* [Note : Règles en vigueur le 28 juin 2002, voir TR/2002-97.]